

WahWah Htay

Université des langues étrangères, Yangon, Myanmar

UN ENNEMI COMMUN NE FAIT PAS DES ALLIÉS: L'ITALIE, L'ENTENTE ET LE PROJET YOUGOSLAVE PENDANT LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

Résumé

La Déclaration de Corfou est l'aboutissement d'une longue et difficile négociation entre deux hommes politiques qui exprimaient des intérêts considérablement différents. Le contexte international les a aidés à mettre de côté leurs divergences. Si l'Autriche était l'ennemi direct de l'Italie, dans une certaine mesure le véritable ennemi était la Serbie et la future Yougoslavie. L'Italie n'avait pas participé à la guerre depuis le début et les observateurs italiens n'avaient donc aucun problème à accorder plus d'importance à la Russie, à la France et à la Grande-Bretagne. L'article étudie le rôle de la France et des autres pays de l'Entente dans le cadre de la construction du projet yougoslave.

Mots clés: *l'Entente, la France, l'Italie, la Serbie, La Déclaration de Corfou, La première guerre mondiale.*

La participation de l'Italie à la Première Guerre mondiale comprenait un mélange d'ambitions irrédentistes et impérialistes, dans lesquelles l'Adriatique était le facteur clé.¹ Au sein de l'élite italienne, un consensus s'est dégagé sur le fait que l'Italie devait non seulement conquérir les terres où vivaient des Italiens, mais aussi acquérir «une suprématie militaire exclusive» dans la région adriatique.² Si l'Autriche était l'ennemi direct de l'Italie, dans une certaine mesure le véritable ennemi était la Serbie et la future Yougoslavie.³ De nombreux responsables politiques italiens affirmaient que les Slaves étaient plus dangereux que les Habsbourg, car ils étaient un peuple jeune, «plus fort et plus agressif» que la décadente Autriche.⁴

Monténégro et Albanie dans les projets italiens

Comme l'année 1917 a été un tournant dans l'histoire de la Première Guerre mondiale, il en a été de même pour la question adriatique. Pour empêcher la création d'une Yougoslavie unifiée, l'Italie tenta de jouer la carte du Monténégro. Le roi monténégrin Nikola considérait son pays comme une terre purement serbe et

¹ L. Monzali, *La politica estera di Sidney Sonnino e i fini di guerra dell'Italia (1915-1917). Alcune riflessioni*, dans P. Neglie, A. Ungari (eds.), *La guerra di Cadorna 1915-1917*, USSME, Roma, 2018, pp. 315-25.

² A. Salandra, *L'intervento: 1915, ricordi e pensieri*, Milano, Mondadori, 1930, p. 169; *Documenti Diplomatici Italiani* [ci-après DDI], Quinta serie, vol. I, Istituto poligrafico e Zecca dello Stato, Libreria dello Stato, Roma, 1954, San Giuliano à Imperiali, 16/09/1914, doc. 703; De Martino à Salandra, 31/10/14, dans S. Sonnino, *Carteggio, 1914-1916*, Laterza, Roma-Bari, 1974, p. 62; DDI, Quinta serie, vol. I, De Martino à San Giuliano, 04/09/1914, doc. 581.

³ G. Salvemini, *Dal patto di Londra alla pace di Roma: documenti della politica che non fu fatta*, Torino, Gobetti, 1925, pp. LI-LII; voir aussi M. Bucarelli, *Allies or Rivals? Italy and Serbia during the First World War*, dans D. Živojinović (ed.), *The Serbs and the First World War: 1914-1918*, Serbian Academy of Sciences and Arts, Belgrade, 2015, pp. 247-62.

⁴ Martini à Bartolomei, 23/09/1914, dans F. Martini, *Lettere, 1860-1928*, Mondadori, Milano, 1934, p. 496; «le véritable combat c'est entre nous et les Yougoslaves» écrivait par exemple Colocci, député et collaborateur du ministère des affaires étrangères, Colocci à Sonnino, 30/08/1918, dans S. Sonnino, *Carteggio, 1916-1922*, Laterza, Bari, 1975, pp. 475-77; A. Colocci, *Prima l'Adriatico!*, Gonnelli, Firenze, 1915.

il était souvent cité comme «le premier des Serbes». Mais malgré ses déclarations rhétoriques, il ne favorisa pas l'unité serbe et yougoslave car l'unification constituait une menace mortelle pour la survie de sa dynastie.⁵ Après la défaite de l'armée monténégrine, en 1916, Nikola s'exila, cherchant à obtenir le soutien de l'Entente pour le rétablissement de son royaume au lendemain de la guerre. Une partie considérable des cercles politiques du Monténégro optait pour l'unification immédiate avec la Serbie, se plaignant que le roi sacrifiait les aspirations nationales au profit de ses intérêts personnels. Pour assurer le soutien de l'Italie, Nikola choisit un citoyen italien, Evgenije Popović, pour le poste de premier ministre de son gouvernement en exil.⁶

Un autre facteur important de la politique italienne était l'Albanie. Afin d'empêcher les ambitions serbes de conquérir un débouché sur la mer dans le nord du pays, Rome proclame, le 4 juin 1917, l'indépendance de l'Albanie sous son protectorat. Peu après, le 20 juin, le ministre italien des affaires étrangères, Sonnino, incluait officiellement le rétablissement du Royaume du Monténégro parmi les buts de guerre italiens. Pour contrer ces actes, le premier ministre serbe Nikola Pašić a envisagé la possibilité de parvenir à un accord avec le Comité yougoslave. Fondé en 1915 et dirigé par l'avocat croate Ante Trumbić, le Comité avait pour tâche principale de défendre les droits nationaux des populations yougoslaves vivant dans l'Empire des Habsbourg, en opposant les revendications italiennes sur leurs terres.⁷ Un accord entre Pašić et Trumbić

⁵ ASMAE [Archive historique du ministère italien des affaires étrangères], seriepolitica [s. p.] busta [b.] 199, Negrotto à San Giuliano, 09/07/1914; Documenti Diplomatici a Stampa, serie XXII, Serbia 1913-1914, Carlotti à San Giuliano, 22/07/1914; Bollati à San Giuliano, 27/06/1914. Sur l'unification entre Serbie et Monténégro, DDI, Quintaserie, vol. VI, Carlotti à San Giuliano, 12/09/1916, doc. 420. Pour l'identité serbe du roi Nikola et de sa cour, S. Pavlowitch, *Serbia: la storia al di là del nome*, Beit, Trieste, 2010, pp. 85, 134.

⁶ D. Živojinović, *Italija i Crna Gora 1914-1925: studija o izneverenom saveznistvu*, Službeni List SRJ, Beograd, 1998, pp. 232-34.

⁷ M. Paulova, *Jugoslavenski odbor: Povijest jugoslavenske emigracije za svjetskog rata od 1914-1918*, Prosvjetna nakladna zadruga, Zagreb, 1925; V. Bogdanov, F. Čulinović, M. Kostrenčić, *Jugoslovenski odbor u Londonu: u povodu 50-godišnjice osnivanja*, Jugoslavenska akademija znanosti i umjetnosti, Zagreb, 1966.

marginalisait le roi monténégrin et Nikola réagit en qualifiant le yougoslavisme de projet autrichien. Il essaya donc de convaincre l'Italie que les différences entre la Serbie et le Comité étaient trop grandes pour être résolues, ajoutant qu'avec le soutien de Rome, il pourrait détacher le Comité de la Serbie et le traîner ensuite du côté de l'Italie.⁸

En juin 1917, Pašić a invité le Comité à Corfou, sans rien dire à l'Italie.⁹ Lorsque les membres du Comité étaient déjà sur l'île grecque, Sonnino a demandé à Sforza, ministre italien auprès du gouvernement serbe, de séparer le Comité de la Serbie, offrant en échange une aide financière à Trumbić et à ses collègues. Cette tentative reposait davantage sur la fausse information du roi Nikola que sur la réalité. Le jour même où Sonnino a donné ces instructions, Trumbić exprimait le souhait que le prince serbe Aleksandar puisse devenir le roi de tous les Serbes, Croates et Slovènes. Le 5 juillet Sforza a signalé que ses «enquêtes directes et indirectes» montraient que le Comité ne souhaitait pas se détacher du gouvernement serbe.¹⁰ Le 10 juillet, après une conversation avec Trumbić, Sforza a conclu: «L'unification avec la Serbie est (...) son idée et sa raison d'être politique».¹¹

La manœuvre de l'Italie s'est finalement effondrée le 20 juillet, lorsque Pašić et Trumbić ont signé la Déclaration de Corfou. Ce document énonçait l'unicité nationale de Serbes, Croates et Slovènes, les définissant comme une « nation à trois noms ». Le document envisageait la création d'un grand État comprenant la Serbie et les terres des Habsbourg peuplées de Yougoslaves. L'État aurait été une monarchie constitutionnelle, avec la dynastie serbe Karadjordjević au sommet. Trumbić et Pašić n'ont pas pu s'entendre sur la structure interne de l'État, sa définition a donc été confiée

⁸ DDI, Quinta serie, vol. VIII, Romano Avezzana à Sonnino, 30/05/1917, doc. 158; Sonnino à Sforza, 23/06/1917, doc. 435.

⁹ D. Živojinović, *Italija i Crna Gora*, p. 235.

¹⁰ Giordano Merlicco, «Between old Austria and new foes: Italy and the Yugoslav project (1917-18)», *ISTORIJSKI ZAPISI*, 1-2/2021, pp. 115-138.

¹¹ DDI, Quinta serie, vol. VIII, Sonnino à Sforza, 23/06/1917, doc. 435; Sforza à Sonnino, 23/06/1917, doc. 446; Sforza à Sonnino, 05/07/1917, doc. 546; Sforza à Sonnino, 10/07/1917, doc. 609.

à une assemblée constituante qui devait comprendre les représentants de toutes les régions yougoslaves. Aucune référence n'a été faite au Monténégro. La Serbie, avec l'accord de Trumbić, voulait résoudre la question de l'unification avec Cetinje en empêchant la reconstitution du royaume monténégrin. Les craintes de l'Italie et du roi Nikola semblaient devenir réalité: l'unification yougoslave constituait une option concrète.¹²

Un compromis difficile

La Déclaration de Corfou est l'aboutissement d'une longue et difficile négociation entre deux hommes politiques qui exprimaient des intérêts considérablement différents. Le contexte international les a aidés à mettre de côté leurs divergences. Auparavant, le projet yougoslave était contrecarré par la Russie, qui s'opposait à la création d'un État où les catholiques croates et slovènes pourraient contrebalancer la russophilie traditionnelle des Serbes orthodoxes. Cependant, après la chute du Tsar, le nouveau gouvernement russe a adopté un point de vue différent sur la question. En outre, l'instabilité politique persistante remettait en question la pertinence du soutien russe à la Serbie. Parallèlement, la prolongation de la guerre a incité plusieurs secteurs de l'Entente à reconsidérer l'opportunité de démembrer l'Empire des Habsbourg.¹³ La principale puissance politique et militaire ennemie était l'Allemagne; Paris et Londres ont donc pris en compte l'éventualité d'un accord séparé avec Vienne, afin d'isoler Berlin. Dans une telle éventualité, la double monarchie n'aurait subi que des pertes territoriales mineures.¹⁴ Pour contrer ces événements, Pašić devait gagner un rôle plus approprié sur la scène internationale. En même temps,

¹² D. Janković, *Jugoslovensko pitanje i Krfska deklaracija 1917. godine*, Beograd, 1967.

¹³ DDI, Quinta serie, vol. VIII, Imperiali à Sonnino, 24/05/1917, doc. 77; V. Sotirović, *The 1917 Corfu Declaration and its importance for the creation of the Kingdom of Serbs, Croats and Slovenes in 1918*, *Nacionalni Interes*, 2/2014, pp. 47-54.

¹⁴ L. Albertini, *Venti anni di vita politica*, parte II, *L'Italia nella guerra mondiale*, Zanichelli, Bologna, 1952, vol. III, p. 232.

le premier ministre avait fait l'objet de critiques croissantes dans son pays à la suite du procès de Salonique, dans lequel le colonel «Apis» Dimitrijević et d'autres officiers avaient été condamnés à mort. Apis était une figure populaire, en particulier parmi les officiers de l'armée serbe, et sa mort affaiblit la popularité du premier ministre. Les partis d'opposition avaient durci leurs accusations contre le gouvernement, tandis que le Parti radical indépendant préconisait une approche plus chaleureuse vis-à-vis de l'unification yougoslave. Avec la Déclaration de Corfou, Pašić saisit l'occasion pour reprendre l'initiative politique et empêcher l'opposition de lui reprocher de ne pas être suffisamment pro-yougoslave.¹⁵

Les objectifs du Comité étaient différents. Le fait que l'Autriche-Hongrie puisse survivre à la guerre était plus inquiétant pour Trumbić que pour la Serbie, tout comme les ambitions italiennes étaient plus dangereuses pour les Slovènes et les Croates que pour les Serbes. La Déclaration de Corfou renforçait ainsi l'opposition du Comité aux ambitions italiennes en invoquant le principe national dans la fixation des frontières de l'après-guerre et en reliant à la Serbie le destin des Yougoslaves de la double monarchie. En tant que pays allié ayant consenti des sacrifices énormes pour la cause de l'Entente, la Serbie s'attendait à d'importantes compensations au lendemain de la victoire. Au contraire, les dirigeants politiques croates et slovènes étaient moins importants pour la cause de l'Entente et, en tant que sujets des Habsbourg, auraient pu être traités comme des ennemis vaincus après la guerre, risquant ainsi de voir leurs territoires démembrés en faveur des pays voisins.¹⁶

La Déclaration était également un compromis entre deux hommes aux origines culturelles différentes. Sforza a souligné qu'il était difficile d'imaginer deux hommes aussi différents l'un de l'autre que Pašić et Trumbić.¹⁷ Le premier ministre serbe provenait d'un village de la vallée du Timok. Il avait étudié comme

¹⁵ D. Bataković (ed.), *Histoire du peuple serbe*, L'âge de l'homme, Paris, 2005, pp. 275-76.

¹⁶ D. Djokić, *Nikola Pašić and Ante Trumbić: the kingdom of Serbs, Croats and Slovenes*, London, Haus Histories, 2010, p. 52.

¹⁷ C. Sforza, *Pachtich et l'union des Yougoslaves*, Gallimard, Paris, 1938, p. 147. Sforza dans son livre démentit l'hypothèse que Trumbić était pro-autrichien,

ingénieur en Suisse et, au cours de sa carrière politique, avait été confronté à de nombreuses situations difficiles, en faisant l'expérience de la prison, de l'exil et même d'une condamnation à mort par contumace. Il était ainsi devenu un homme politique réaliste, opposé aux positions déclamatoires. Il peut être considéré comme un idéaliste, ayant consacré sa carrière à la cause nationale serbe et yougoslave, mais en termes de méthodes, il était un politique pragmatique, voire sans scrupules. Comme le disait un journaliste italien, Pašić avait développé des habilités «byzantines», qui avaient été essentielles à sa survie politique.¹⁸

Trumbić, quant à lui, était un avocat de Split, qui avait étudié à Zagreb, à Vienne et à Graz. Il avait été membre de la Diète de Dalmatie, puis du parlement de Vienne. Sa formation politique avait été profondément influencée par ses études juridiques et par la culture politique austro-hongroise. Dans la double monarchie, les assemblées provinciales et le parlement lui-même n'avaient pas de véritable pouvoir politique. Comme le dit Sforza, les assemblées recouraient à des « méthodes formalistes et procédurales » pour faire pression sur le gouvernement. C'est avec ce bagage culturel que Trumbić a négocié à Corfou, menant de longues discussions sur l'utilisation des drapeaux et des emblèmes nationaux dans le futur État yougoslave. C'étaient des arguments courants en Autriche-Hongrie où, en 1915, les représentants de la Croatie avaient mené une longue lutte contre les nouvelles bannières de l'Empire, affirmant que les emblèmes de Croatie, Slavonie et Dalmatie n'y figuraient pas. L'article trois de la Déclaration de Corfou traite précisément de l'utilisation des emblèmes, stipulant que les armoiries yougoslaves devaient inclure les emblèmes nationaux serbe, croate et slovène: Trumbić avait transposé dans les négociations avec Pašić les arguments habituels de la politique austro-hongroise. Il était un ennemi de la double monarchie, néanmoins, il continuait à faire de la politique «à la autrichienne», irritant ainsi le premier

mais lui-même rependait cette idée pendant son activité diplomatique, DDI, Quintaserie, vol. VI, Sforza à Sonnino, 24/10/1916, doc. 606.

¹⁸ L. Magrini, *Il dramma di Seraievo: origini e responsabilità della guerra europea*, Athena, Milano, 1929, pp. 92-95, 111-12.

ministre serbe, qui ne comprenait pas la nécessité de mener des «discussions interminables (...) à propos de questions de drapeaux et de blasons».¹⁹

Silence sur l'Italie

Déclaration de Corfou a été reçue avec quelques réserves par le roi serbe Petar. Le prince Alexandre au contraire a manifesté sa sympathie pour le Comité et était lui-même partisan de la création d'un État yougoslave.²⁰ Les émigrés politiques croates et slovènes ont loué la disposition de la Serbie à faire des compromis. Peu de temps après la Déclaration, Pašić se rendit à Londres, où il rencontra Frano Supilo, un Croate de Dalmatie qui avait été un protagoniste du mouvement national en Autriche-Hongrie. Bien que les relations entre les deux aient souvent été tendues, Supilo a reçu avec enthousiasme le premier ministre serbe, reconnaissant «les immenses sacrifices moraux» faits par «le vieux serbisme orthodoxe», qui avait accepté de «noyer dans l'esprit nouveau toute sa mentalité séculaire».²¹

La Déclaration a été reçue avec peu d'enthousiasme en Italie. Sforza et le Général Marro, commandant de la mission militaire italienne à Corfou, ont souligné que la Déclaration énonçait des principes répétés depuis longtemps dans les pamphlets du Comité yougoslave, ainsi que dans les documents du gouvernement serbe. La véritable signification politique de la Déclaration était qu'elle résultait d'une négociation. Pour la première fois, ces principes étaient énoncés dans un document signé par la Serbie et par des représentants des Yougoslaves vivant dans la double monarchie.²² Sforza a

¹⁹ C. Sforza, *Pachitch et l'union des Yougoslaves*, pp. 147-48; C. Sforza, *Jugoslavia: storia e ricordi*, Rizzoli, Milano, 1948, pp. 131-33; aussi Salvemini considérait Trumbićun "procéduraliste", G. Salvemini, *Impressioni sintetiche sul dialogo avuto col dott. Trumbich*, dans M. Pacetti (ed.), *L'imperialismo italiano e la Jugoslavia: atti del Convegno italo-jugoslavo*, Argalia, Urbino, 1981, pp. 123-24.

²⁰ DDI, Quinta serie, vol. VIII, Sforza à Sonnino, 25/08/1917, doc. 964.

²¹ Cit. dans C. Sforza, *Pachitch et l'union des Yougoslaves*, p. 149.

²² ASMAE, Archivio politico ordinario e di gabinetto [APOG], 1915-1918, b. 183, Patto di Corfù, Sforza à Sonnino, 05/07/1917; AUSSME [Archive historique de

fait valoir qu'il s'agissait d'«un essai naïf de médiocre littérature politique», qui n'expliquait pas à quoi ressemblerait un éventuel État unitaire. Néanmoins, il contenait plusieurs points critiques, le plus important étant le manque de références à l'Italie.²³ L'Italie n'avait pas participé à la guerre depuis le début et les observateurs italiens n'avaient donc aucun problème à le document accorder plus d'importance à la Russie, à la France et à la Grande-Bretagne.²⁴ Cependant, l'Italie n'y était pas du tout mentionnée, une omission qui ne pouvait être considérée comme un simple oubli. Les États-Unis d'Amérique étaient mentionnés, même s'ils étaient entrés en guerre deux ans après l'Italie. L'amiral Foschini, commandant du croiseur «Siracusa», écrivit avec «déception» que l'Italie était «exclue de manière significative de la liste des nations alliées».²⁵ Même dans l'article 10 où le document traite de la mer Adriatique, il n'y a aucune référence à l'Italie. Le général Marro a rapporté comme un «fait extraordinaire» que, bien que Pašić et Trumbić aient «loué la France, l'Angleterre, la Russie et l'Amérique», ils «ont oublié l'Italie, comme s'il était possible d'oublier le pays qui présente le plus grand intérêt pour la question adriatique».

Sforza a conclu que cette «omission volontaire» était due à la concurrence entre l'Italie et les Yougoslaves pour la conquête des terres des Habsbourg. Pašić et Trumbić avaient omis de mentionner l'Italie, afin de ne pas irriter «les populations croates et slovènes censées se battre volontairement contre nous».²⁶ Sforza a estimé qu'il était difficile pour l'éventuel État yougoslave d'atteindre un équilibre durable entre les différentes «populations, perspectives et traditions» de ses parties constituantes. Cependant, une menace extérieure pourrait aider les Yougoslaves à mettre de côté

l'armée italienne], Fondo [f.] E-11, busta[b.] 45, Rapporti trasmessi al comando supremo 1917, Attaché militaire à Corfou, 27/07/1917.

²³ ASMAE, APOG, 1915-1918, b. 183, Patto di Corfù, Sforza à Sonnino, 25/07/1917.

²⁴ Cela est justement noté sur la copie de la Déclaration gardée dans l'archive de l'armée italienne; AUSSME, f. E-11, b. 45, rapportitrasmessi al ComandoSupremo, 1917, le Sous-Chef d'État-Major au ministère des affaires étrangères, 02/08/1917.

²⁵ ASMAE, APOG, 1915-1918, b. 183, Patto di Corfù, Relation de l'amiral Foschini, 31/07/1917.

²⁶ DDI, Quinta serie, vol. VIII, Sforza à Sonnino, 24/07/1917, doc. 720.

leurs divergences et l'Italie pourrait facilement devenir cette menace extérieure, en raison de l'existence de nombreux territoires contestés.²⁷ Les préoccupations de Sforza étaient également exacerbées par l'absence de référence aux frontières de l'État yougoslave, ce qui risquait de donner lieu à des prétentions exagérées.²⁸ De même, le général Marro a affirmé que Trumbić et Pašić n'avaient pas mentionné l'Italie pour ne pas «restreindre l'effort de guerre des Croates et des Slovènes qui se battent contre nous»; ils «prétendent que les Croates et les Slovènes se battent contre l'Italie non pas pour l'amour de l'Autriche, mais bien pour la nation yougoslave».²⁹ L'amiral Foschini a conclu que pour la Serbie et le Comité, les soldats yougoslaves sur le front italien ne «défendaient pas la monarchie autrichienne, mais défendaient une cause nationale yougoslave».³⁰

Les autorités italiennes ont interdit la publication de la Déclaration de Corfou, mais les informations et les commentaires ont circulés largement dans la presse italienne. Les interventionnistes démocrates ont chaleureusement accueilli la Déclaration, arguant que garder la Slovénie et la Croatie séparées de la Serbie signifiait sauver la double monarchie. Ils affirmaient que les dénégations de l'identité yougoslave étaient hypocrites, rappelant la définition autrichienne de l'Italie comme une simple «expression géographique».³¹ Condamnés comme défaitistes par les nationalistes et entravés par la censure, les interventionnistes démocrates

²⁷ Giordano Merlicco, *Luglio 1914 : L'Italia e la crisi austro-serba*, Roma : Nuova Cultura, 2018, p. 132.

²⁸ ASMAE, APOG, 1915-1918, b. 183, Patto di Corfù, Sforza à Sonnino, 25/07/1917.

²⁹ AUSSME, f. E-11, b. 45, Rapporti trasmessi al comando supremo 1917, Attaché militaire à Corfou, 27/07/1917.

³⁰ ASMAE, APOG, 1915-1918, b. 183, Patto di Corfù, Relation de l'amiral Foschini, 31/07/1917. Les interventionnistes démocrates soulignaient que si Vienna pouvait convaincre les soldats yougoslaves à se battre contre les Italiens, c'était précisément à cause des revendications inappropriées de l'Italie sur les terres slaves, ce qui donnait un caractère impérialiste à la guerre, autrement juste, de l'Italie, G. Salvemini, *Dal patto di Londra alla pace di Roma*, p. XLIV; la même interprétation fut exprimée par Trumbić, O. Malagodi, *Conversazioni della guerra*, Ricciardi, Milano-Napoli, 1960, vol. II, *Dal Piave a Versailles*, p. 336.

³¹ G. Salvemini, *Dal patto di Londra alla pace di Roma*, p. 67.

n'ont pas réussi à partager leur enthousiasme pour un compromis italo-yougoslave avec de larges couches de l'opinion publique. La majorité des publications italiennes ont condamné la Déclaration, affirmant que si elle avait une apparence anti-autrichienne, elle était plutôt anti-italienne dans son essence. La méfiance envers les Yougoslaves était si forte que beaucoup pensaient que la Déclaration était une initiative pro-autrichienne, qui pourrait éventuellement ouvrir la voie à la création d'un état yougoslave dans le cadre de l'Empire des Habsbourg.³² Trumbić et ses compagnons étaient étiquetés comme «austriacanti», c'est-à-dire des austrophiles, alors que l'ensemble du mouvement yougoslave était considéré comme un outil autrichien. Plusieurs suggestions rappelaient la nécessité de maintenir Croatie et Serbie divisées.³³

Une occasion manquée pour la diplomatie italienne

Le gouvernement italien a réagi avec surprise à la Déclaration. Les fausses informations du roi monténégrin sur la divergence irréconciliable entre Trumbić et Pašić ont certainement contribué à induire en erreur la diplomatie italienne. Cependant, ce sont surtout les opinions politiques du gouvernement italien qui ont empêché une évaluation adéquate. Jusqu'à la fin de la guerre, le ministre Sonnino restait attaché à deux idées fondamentales: la survie de la double monarchie et la nécessité de préserver la validité du traité signé en 1915 à Londres, qui représentait la base politique de la participation italienne à la guerre. Ces deux objectifs étaient étroitement liés l'un à l'autre. Le traité de Londres, par lequel Rome avait accordé ses buts de guerre avec ceux des alliés, avait un sens dans le cas où l'Autriche-Hongrie survivrait à la guerre; au contraire,

³² Albertini à Amendola, 08/08/17, dans L. Albertini, *Epistolario, 1911-1926*, vol. II, *La Grande Guerra*, Mondadori, Milano, 1968, p. 742.

³³ F. Caburi, *Italiani e Jugoslavi nell'Adriatico*, Treves, Milano, 1917; Albertini remarquait que les nationalistes ressortait à la politique traditionnelle autrichienne: utiliser serbes et croates les uns contre les autres, L. Albertini, *Venti anni di vita politica*, partie II, vol. II, p. 543; de façon similaire, G. Salvemini, *Dal patto di Londra alla pace di Roma*, pp. 38-39; pour le débat dans la presse italienne, M. Bucarelli, *Mussolini la questione adriatica e il fallimento dell'interventismo democratico*, «Nuova rivista storica», 1/2011, pp. 137-205.

l'effondrement de l'Empire produirait une redéfinition générale des frontières en Europe centrale et orientale.³⁴ Dans ce dernier cas, les ambitions italiennes étaient opposées au nationalisme slave, mais aussi au désir de la France et de l'Angleterre d'empêcher la suprématie italienne sur l'Adriatique.³⁵

En raison de ses opinions politiques, Sonnino a toujours refusé de s'engager dans des négociations directes avec Serbes et Yougoslaves. Il resta convaincu que les acquis territoriaux de l'Italie d'après-guerre avaient été convenus une fois pour toutes en 1915. Peu de temps après la Déclaration de Corfou, Pašić a déclaré à la presse italienne qu'il souhaitait parvenir à un accord avec l'Italie, en rappelant que la double monarchie était l'ennemi commun et soulignant les similitudes entre le *Risorgimento* italien et le mouvement yougoslave.³⁶ Puis, en septembre 1917, Pašić demanda à Sonnino d'entamer des pourparlers directs en vue de parvenir à un accord bilatéral sur l'Adriatique; Sonnino répondit qu'il était bien conscient de l'importance de parvenir à un accord, mais que c'était précisément la Déclaration de Corfou qui rendait la négociation impossible. La Déclaration était «inappropriée, voire dangereuse», presque un «acte de sabotage» contre l'effort de guerre italien. Pour Sonnino, la Serbie aurait plutôt dû accepter les buts de guerre italiens, tout en demandant quelques petits changements au cours des négociations d'après-guerre. Pašić répondit que la Déclaration n'était pas une provocation contre l'Italie, mais plutôt une garantie contre les démarches austro-hongroises. Pour gagner la loyauté de ses populations slaves, Vienne aurait pu leur accorder un certain degré d'autonomie, alors que la Déclaration rappelait que l'indépendance était possible grâce à l'union avec la Serbie. Le premier ministre serbe était prêt à faire des concessions, acceptant l'argument italien selon lequel, pour définir l'avenir de l'Adriatique, il était nécessaire de prendre en compte non

³⁴ Giordano Merlicco, *Luglio 1914 : L'Italia e la crisi austro-serba*, op. cit., p. 125.

³⁵ Voir l'opinion de Orlando in A. Tamborra, *L'idea di nazionalità e la guerra: 1914-1918*, Istituto per la storia del Risorgimento italiano, Roma, 1963, p. 46; sur le traité de Londres, L. Monzali, *Una difficile scelta: Il patto di Londra e la politica estera italiana 1914-1915*, «Acta Histriae», 4/2017, pp. 919-38.

³⁶ L. Albertini, *Venti anni di vita politica*, parte II, vol. II, p. 544-45.

seulement les préoccupations démographiques, mais également les préoccupations stratégiques. Ainsi, il ouvrait la voie à l'annexion par l'Italie de terres peuplées de Slaves. La Serbie était prête à reconnaître à l'Italie Trieste, Pula, la moitié de l'Istrie, quelques îles de l'Adriatique et la ville de Vlora. Cette solution aurait assuré l'hégémonie militaire italienne sur l'Adriatique et la sauvegarde de l'amitié italo-yougoslave. Toutefois, cela ne suffisait pas à Sonnino, qui considérait les territoires concédés par le traité de Londres comme le «minimum essentiel».³⁷

Selon Sonnino, l'Italie pourrait donner son accord à l'élargissement de la Serbie en Bosnie-Herzégovine et dans une partie de la Dalmatie, comme indiqué dans le traité de Londres, mais ne pouvait pas accepter la création de la Yougoslavie, ce qui remettait en question la survie même de l'Autriche-Hongrie et menaçait donc les ambitions italiennes. Par conséquent, en octobre 1917, Sonnino proclama officiellement au Parlement italien que, parmi les objectifs italiens, il n'y avait pas «la dissolution des États ennemis, ni le changement de leur régime constitutionnel».³⁸ Une telle déclaration décevait les partisans de l'interventionnisme démocratique, irritait la Serbie et le Comité yougoslave. Les idées de Sonnino avaient une logique politique; cependant, le contexte dans lequel elles avaient été élaborées était en train de disparaître. En 1917, plusieurs événements ont radicalement changé le contexte international et, comme le montre un rapport du secrétaire général du ministère des affaires étrangères, la diplomatie italienne était consciente du fait que le traité de Londres risquait d'être «de facto» dépassé par les événements.³⁹ Les États-Unis avaient rejoint l'Entente, mais n'étaient pas liés au traité de Londres; la chute du tsar en Russie a également été une mauvaise nouvelle pour l'Italie,

³⁷ S. Sonnino, *Diario*, vol. III, 1916-1922, pp. 190-92; C. Sforza, *Jugoslavia: storia e ricordi*, p. 113; Z. Bajin, *Nikola Pašić and Italy on the eve of the establishment of the Yugoslav state (1917-1918)*, dans R. Cukić, V. Kastratović-Ristić, M. Vasiljević (eds.), *The day worth a century: I. XII 1918*, Museum of Yugoslavia, Belgrade, 2019, p. 38.

³⁸ P.L. Ballini (ed.), *I discorsi parlamentari di Sidney Sonnino*, Polistampa, Firenze, 2015, p. 182.

³⁹ DDI, Quinta serie, vol. VIII, Relation de De Martino, 22/07/1917, doc. 711.

le nouveau gouvernement russe souhaitant une révision générale des accords parmi les alliés. Plus tard, la révolution d'octobre provoqua la sortie de la Russie du conflit, permettant ainsi à l'armée austro-hongroise d'accroître sa pression sur le front italien.

En 1915, le gouvernement italien avait défini ses objectifs de guerre, estimant devoir conquérir des territoires gouvernés par un empire ennemi. La Déclaration de Corfou a transformé la question adriatique en une question intérieure de l'Entente car deux pays appartenant à l'alliance revendiquaient les mêmes territoires. En plus, Serbes et Yougoslaves revendiquaient ces territoires sur la base du principe national, qui en 1917 avait acquis une place centrale dans le débat politique. Les États-Unis, en particulier, considéraient ce principe comme le critère essentiel pour le règlement des différends territoriaux. Il était donc particulièrement préoccupant pour la diplomatie italienne que l'opinion publique américaine adopte des positions pro-yougoslaves, grâce à la propagande menée par les comités yougoslaves.⁴⁰ En plus, après la révolution d'octobre, les bolcheviks plaidaient pour le droit à l'autodétermination des peuples opprimés, la fin des agendas impérialistes et de la diplomatie secrète. Dans le même temps, les dirigeants politiques français et britanniques devenaient de plus en plus persuadés que tout éventuel règlement d'après guerre devait comporter des mesures visant à contenir l'Allemagne et à empêcher sa réémergence en tant que grande puissance.⁴¹ La création de la Yougoslavie était un outil géopolitique utile pour empêcher l'expansion allemande vers l'est. Puis, en novembre 1917, la défaite de Caporetto amoindrit le prestige politique de l'Italie et suscite des doutes chez ses alliés quant à l'importance de la contribution militaire italienne. Enfin, au début de 1918, le président des États-Unis, Woodrow Wilson, publia son programme en 14 points pour la paix; les tendances impérialistes étaient mises en cause, de même que les traités secrets. Sonnino considérait que le programme de Wilson était inadéquat,

⁴⁰ DDI, Quinta serie, vol. VII, Macchi di Celere à Sonnino, 12/02/1917, doc. 283; Sonnino à Sforza, 28/12/1917, in S. Sonnino, *Carteggio, 1916-1922*, pp. 355-56.

⁴¹ Voir par exemple DDI, Quintaserie, vol. VI, Sforza à Sonnino, 24/10/1916, doc. 606.

car il encourageait les tendances pacifistes. Il a réagi en déclarant que l'Italie n'avait pas d'ambition impérialiste, mais souhaitait des garanties de sécurité dans l'Adriatique.⁴²

Comme l'a dit le ministre Leonida Bissolati, Sonnino continuait à vivre dans la première phase de la guerre, refusant de prendre en compte les nouveaux développements en matière de politique et de propagande.⁴³ La détérioration de la position de l'Italie a incité les milieux favorables à une politique différente à faire entendre leur voix. Les interventionnistes démocrates croyaient depuis le début de la guerre que le gouvernement italien renonçait à son engagement historique envers le principe national, en se privant d'une importante arme morale et matérielle. Comme Giuseppe Mazzini l'avait réclamé des décennies auparavant, ce principe représentait un moyen d'affaiblir de l'intérieur l'Empire des Habsbourg, en excitant les sentiments nationaux de ses peuples.⁴⁴ En 1917 de nouveaux secteurs de l'arène politique italienne rejoignent les partisans de l'interventionnisme démocratique. Des libéraux modérés comme Andrea Torre, Giovanni Amendola et Luigi Albertini, directeur du *Corriere della Sera*, n'avaient pas soutenu les idées de l'interventionnisme démocratique depuis le début de la guerre et leur culture politique incluait une dose considérable de nationalisme. Le changement de leur position politique n'était pas dû à des raisons idéologiques, mais plutôt à des raisons tactiques. Ils pensaient que le conservatisme de Sonnino affaiblissait la position de l'Italie. À l'instar des interventionnistes démocrates, ils estimaient que le principe national était un outil diplomatique pouvant facilement devenir également un outil matériel; cela ouvrait la voie à un «bombardement moral» qui pouvait «saper le moral de l'ennemi».⁴⁵ En outre, le fait de favoriser l'émancipation de nationalités

⁴² S. Sonnino, *Diario*, vol. III, pp. 251-52.

⁴³ O. Malagodi, *Conversazioni della guerra*, vol. II, pp. 369.

⁴⁴ Pour les arguments de l'interventionnisme démocratique, A. Ghisleri, *Per l'intesa italo-jugoslava: Scritti della vigilia*, Istituto librario italiano, Lugano, 1918; Un gruppo di scrittori italiani e jugoslavi, *Italia e Jugoslavia*, Libreria della Voce, Firenze, 1918, pour une reconstruction historiographique, F. Leoncini, *Alternativa mazziniana*, Castelveccchi, Roma, 2018.

⁴⁵ Emanuel à Albertini, 10/02/18, dans L. Albertini, *Epistolario*, vol. II, p. 894.

opprimées par Vienne, aurait accru le prestige de l'Italie, lui permettant d'établir des relations privilégiées avec les nouveaux États de l'Europe orientale. Soutenant la création de la Yougoslavie, Rome pourrait exercer son influence sur les dirigeants yougoslaves pour obtenir d'eux la reconnaissance des intérêts italiens. Au contraire, si l'Italie s'opposait à la création de la Yougoslavie, les dirigeants adopteraient une position anti-italienne et le nouvel État serait créé au détriment des ambitions italiennes.⁴⁶ Sur le plan pratique, les partisans d'un compromis italo-yougoslave étaient favorables à la pleine reconnaissance des droits yougoslaves sur la Dalmatie, en échange de la reconnaissance des droits italiens sur l'Istrie et éventuellement Fiume/Rijeka.⁴⁷ Peu de temps après la Déclaration de Corfou, le *Corriere della Sera* commençait une campagne vigoureuse en faveur d'un changement de la politique italienne, soutenant la thèse que Rome devait saisir l'occasion pour devenir le partenaire privilégié de la Serbie.

Ces opinions trouvaient aussi des soutiens parmi les diplomates. La plupart d'entre eux estimaient que quelques concessions au principe national, du moins en termes de tactique et de propagande, étaient nécessaires. Au début de 1918, l'ambassadeur à Londres, Imperiali, écrit à Sonnino que l'Italie devait «immédiatement conclure (...) un accord avec les Serbes et les Yougoslaves». Cela aurait amélioré le prestige de l'Italie, en niant les accusations «d'impérialisme, antidémocratie, opposition au principe national»

⁴⁶ L'accord italo-yougoslave était en effet, pour beaucoup de ses partisans, une question de convenance; Bissolati, par exemple, admettait n'avoir aucune sympathie pour les Yougoslaves: "si je pouvais, je serais bien content de les exterminer, mais en tant que cela n'est pas possible, il faut trouver un accord avec eux", cit. dans O. Malagodi, *Conversazioni della guerra*, vol. II, p. 461; dans une autre occasion, Bissolati déclarait son mépris pour les Slaves en général, *ivi*, vol. I, p. 143.

⁴⁷ O. Malagodi, *Conversazioni della guerra*, vol. II, p. 378. Les revendications sur la Dalmatie suscitaient plusieurs oppositions en Italie, voir par exemple DDI, Quintaserie, vol. I, Tittoni à San Giuliano, 28/09/1914, doc. 834; G. Salvemini, *La Dalmazia*, 09/11/14, dans *Id.*, *Come siamo andati in Libia e altri scritti dal 1900 al 1915*, Feltrinelli, Milano, 1963, pp. 370-73. Même parmi les forces armées il y avait des positions différentes, lorsque la marine était favorable, l'armée était contraire, O. Malagodi, *Conversazioni della guerra*, vol. II, pp. 501-05.

qui étaient répandues dans les milieux démocratiques européens et américains.⁴⁸ Les ambassadeurs à Paris et à Washington exprimaient des arguments similaires. Sonnino était prêt à admettre que l'absence d'un accord avec les Serbes/Yougoslaves mettait en péril la position de l'Italie, mais il restait convaincu qu'un accord était possible seulement si la Serbie et le Comité yougoslave acceptaient les buts de guerre italiens, une solution unilatérale que ni Pašić ni Trumbić ne pouvaient accepter.⁴⁹

Ses rivaux et ses alliés considéraient généralement que Sonnino était têtue.⁵⁰ Ses critiques allaient plus loin, le qualifiant de «fou» et de «maniaque».⁵¹ Bissolati s'est plaint que Sonnino ait refusé de discuter «de toute idée de révision possible des accords». L'ambassadeur et ancien ministre des affaires étrangères Tittonia critiqué «l'incapacité diplomatique» de Sonnino. Salandra a déclaré que le ministre évitait toute discussion et que les autres ministres avaient des difficultés à traiter avec lui, car il n'était pas intéressé à écouter les autres opinions, ni à expliquer les siennes. Lorsque les autres ministres tentaient de le convaincre de la nécessité d'un changement, Sonnino réagissait avec dureté, se mettant parfois à crier de manière si grossière qu'il rendait impossible toute discussion.⁵² Il croyait que la question des frontières avait été définitivement réglée en 1915 et qu'il était donc inutile, voire dangereux, de rouvrir la discussion.⁵³ Giovanni Giolitti, l'homme politique qui a marqué une époque entière, a remarqué avec finesse que les caractéristiques personnelles de Sonnino faisaient de lui un excellent ministre du Trésor, mais un choix terrible pour le ministère des Affaires étrangères.⁵⁴

⁴⁸ DDI, Quinta serie, vol. X, Imperiali à Sonnino, 11/01/1918, doc. 75.

⁴⁹ Sonnino à Sforza, 31/01/1918, dans S. Sonnino, *Carteggio, 1916-1922*, pp. 387-89.

⁵⁰ F. Martini, *Diario: 1914-1918*, Mondadori, Milano, 1966, p. 1206.

⁵¹ Pour les opinions sur Sonnino, O. Malagodi, *Conversazioni della guerra*, vol. II, pp. 251, 383 (Orlando), 565-66 (Salandra), 517-18, 544 (Barzilai).

⁵² O. Malagodi, *Conversazioni della guerra*, vol. I, *Da Sarajevo a Caporetto*, pp. 87, 146 ss., vol. II, p. 544.

⁵³ O. Malagodi, *Conversazioni della guerra*, vol. II, pp. 262, 492-93.

⁵⁴ O. Malagodi, *Conversazioni della guerra*, vol. II, pp. 198-99.

Les promesses des alliés

Plusieurs remarques s'imposent en guise de conclusion. Comme Albertini et les interventionnistes démocrates le soulignaient, en 1917 l'Italie a eu une occasion importante de conquérir les sympathies du mouvement yougoslave et surtout de la Serbie. Cela impliquait quand même une révision des buts de guerre et de la stratégie diplomatique italienne. Une telle révision a été empêchée par plusieurs facteurs, le plus important étant la rigidité du ministre des Affaires étrangères. Sonnino répétait qu'il fallait maintenir les populations yougoslaves séparés et a cru jusqu'à la fin de la guerre que la Double monarchie pourrait survivre à une défaite militaire.⁵⁵ Ainsi, il a empêché une réévaluation des priorités de l'Italie, mettant en péril la position diplomatique italienne. Le ministre Bissolati se plaignait que Sonnino considérait le traité de Londres comme un «billet à ordre», dont la validité ne pouvait être mise en doute par les événements.⁵⁶ Sforza a affirmé que le ministre restait «enfermé dans les clauses de son traité de Londres comme dans un bastion assiégé», empêchant ainsi la diplomatie italienne de se réadapter au nouveau contexte politique.⁵⁷ Le premier ministre Vittorio Emanuele Orlando a exprimé des préoccupations similaires, affirmant que Sonnino restait «assis sur son traité», sans se rendre compte qu'il était «dépassé» par des événements imprévisibles en 1915.⁵⁸ Néanmoins, Orlando a hésité à adopter une politique différente, principalement parce qu'elle aurait provoqué une crise avec Sonnino, qui continuait de bénéficier

⁵⁵ O. Malagodi, *Conversazioni della guerra*, vol. II, pp. 373, 387; C. Sforza, *L'Italia dal 1914 al 1944 quale io la vidi*, Mondadori, Roma, 1945, p. 50. Pour inciter le sentiments anti-unionistes parmi les Yougoslaves Sonnino a subventionné des plans visant en particulier Croates et Monténégrins; F. Caccamo, *Il sostegno italiano all'indipendentismo croato*, «Nuova storia contemporanea», 6/2004, pp. 23-56; Sforza plus tard a révélele soutien italien au séparatisme pour pousser Trumbić à accepter les demandes italiennes, U. Ojetti, *I taccuini: 1914-1943*, Sansoni, Firenze, 1954, p. 83.

⁵⁶ O. Malagodi, *Conversazioni della guerra*, vol. II, pp. 377, 527; Emanuel à Albertini, 16/01/18, dans L. Albertini, *Epistolario*, vol. II, pp. 854-59.

⁵⁷ C. Sforza, *Pachitch et l'union des Yougoslaves*, p.169.

⁵⁸ O. Malagodi, *Conversazioni della guerra*, vol. II, p. 540.

d'un soutien considérable parmi des cercles politiques influents, parmi lesquels la franc-maçonnerie, les nationalistes et les catholiques.⁵⁹ Le départ de Sonnino aurait déstabilisé le gouvernement et Orlando ne voulait pas une crise sur les questions de politique étrangère, puisque les opposants l'auraient étiqueté comme un lâcheur et un traître.⁶⁰

La dure conséquence de la politique de Sonnino s'est manifestée lors des négociations de paix. La France et la Grande-Bretagne, dont Sonnino attendait la mise en œuvre du traité de 1915, ont jugé plus pratique de revenir sur leurs promesses, en laissant l'Italie fatalement isolée. L'absence d'un accord préventif avec les Serbes/Yougoslaves s'est alors révélée une arme dans les mains des adversaires de l'Italie. Les ambitions de Londres et Paris étaient bien plus impérialistes que celles de l'Italie. Le ministre Bissolati n'a jamais caché ses critiques à l'égard de Sonnino et a finalement démissionné du gouvernement. Néanmoins, il a noté que c'étaient principalement l'Angleterre et la France qui trahissaient «la cause pour laquelle nous avons demandé tant de sacrifices».⁶¹ Les États-Unis n'étaient pas moins hypocrites. Alors que le président Wilson proclamait haut et fort son attachement au droit à l'autodétermination des peuples et le refus des politiques impérialistes, il s'est abstenu d'appliquer ces principes. Il a ainsi obtenu la reconnaissance de la sphère d'influence de Washington en Amérique latine, grâce à l'incorporation de la «doctrine Monroe» dans le statut de la Société des Nations. En plus, il a empêché l'adoption du principe d'égalité entre les races, qui aurait remis en question à la fois la politique étrangère et intérieure des États-Unis.⁶² Les interventionnistes démocrates italiens se sont révoltés contre cette adoption flagrante du double standard. D'autant plus que cela déterminait

⁵⁹ L. Valiani, *La dissoluzione dell'Austria-Ungheria*, Il Saggiatore, Milano, 1985, pp. 426, 430-31.

⁶⁰ O. Malagodi, *Conversazioni della guerra*, vol. II, pp. 371-72, 540; Ojetti à Albertini, 14/07/18, dans L. Albertini, *Epistolario*, vol. II, pp. 950-51.

⁶¹ O. Malagodi, *Conversazioni della guerra*, vol. II, p. 463.

⁶² N. Shimazu, *Japan, Race and Equality: The Racial Equality Proposal of 1919*, Routledge, London, 1998; P. G. Lauren, *Power And Prejudice: The Politics And Diplomacy Of Racial Discrimination*, Routledge, New York, 2018.

la marginalisation, en Italie, des tendances modérées, favorables à l'accord avec les Yougoslaves, au profit des nationalistes et de ceux qui demandait l'application intégrale du traité de Londres.⁶³

Cependant, c'est finalement l'Italie et ses «petites» politiques impérialistes qui ont été mises en cause par la presse et la diplomatie de l'Entente et c'est l'absence d'un accord bilatéral avec la Serbie/Yougoslavie qui a rendu cette situation possible. Focalisant leurs soupçons et leurs craintes sur le mouvement yougoslave, s'abstenant d'apaiser la Serbie, le gouvernement italien semblait accorder aux signataires du traité de 1915 une confiance qu'ils ne méritaient pas.⁶⁴ Alors qu'en 1915 Londres et Paris étaient disposées à faire des concessions, afin de pousser l'Italie contre l'Autriche, lorsque la guerre fut terminée, leurs intérêts évoluèrent. Elles ont œuvré pour empêcher le renforcement politique de l'Italie, qui en aurait fait un concurrent remarquable dans le scénario politique internationale. Orlando a souligné que la France et la Grande-Bretagne étaient à la fois «méchantes et brutales» pendant les négociations. Elles attisaient le conflit italo-yougoslave, parce que «hypnotisée» par la question adriatique, l'Italie laissait pleine liberté à Londres et à Paris pour avoir les mains libres sur d'autres dossiers importants, tels que le sort des colonies allemandes et les questions financières.⁶⁵

Bibliographie

ASMAE [Archive historique du ministère italien des affaires étrangères], serie politica [s. p.] busta [b.] 199, Negrotto à San Giuliano,

⁶³ G. Salvemini, *Dal patto di Londra alla pace di Roma*, pp. 272-74; M. Bucarelli, *Mussolini la questione adriatica e il fallimento dell'interventismo democratico*, «Nuova rivista storica», 1/2011, pp. 191 ss.

⁶⁴ Biljana Stojić, Giordano Merlicco, "Italy and France in the Austro-Serbian Crisis of July 1914", in: *The First World War: Analysis and Interpretation*, Volume 2, (Eds.) Antonello Biagini and Giovanna Motta, Cambridge Scholars Publishing, 2015, pp. 285-299.

⁶⁵ O. Malagodi, *Conversazioni della guerra*, vol. II, pp. 473, 651; pour un exemple concret d'un officier britannique cherchant à exciter le différend italo-yougoslave, Ogetti à Albertini, 08/07/18, dans L. Albertini, *Epistolario*, vol. II, pp. 948-49.

09/07/1914; Documenti ASMAE, Archivio politico ordinario e di gabinetto [APOG], 1915-1918

AUSSME [Archive historique de l'armée italienne], Fondo [f.]E-11, busta [b.] 45, Rapporti trasmessi al comando supremo 1917, Attaché militaire à Corfou.

Albertini, L. *Venti anni di vita politica*, parte II, *L'Italia nella guerra mondiale*, Zanichelli, Bologna, 1952.

Bataković Dusan T. (ed.), *Histoire du peuple serbe*, L'âge de l'homme, Paris.

Bogdanov, V. Čulinović F. Kostrenčić M., *Jugoslovenski odbor u Londonu: u povodu 50-godišnjice osnivanja*, Jugoslavenska akademija znanosti i umjetnosti, Zagreb, 1966.

Colocci, A. *Prima l'Adriatico!*, Gonnelli, Firenze, 1915. Diplomatici a Stampa, serie XXII, Serbia 1913-1914. Djokić, D. *Nikola Pašić and Ante Trumbić: the kingdom of Serbs, Croats and Slovenes*, London, Haus Histories, 2010.

Documenti Diplomatici Italiani [ci-après DDI], Quinta serie, vol. I, Istituto poligrafico e Zecca dello Stato, Libreria dello Stato, Roma, 1954.

Janković, D. *Jugoslovensko pitanje i Krfska deklaracija 1917.godine*, Beograd, 1967.

Magrini, L. *Il dramma di Seraievo: origini e responsabilità della guerra europea*, Athena, Milano, 1929.

Malagodi, O. *Conversazioni de lla guerra*, Ricciardi, Milano-Napoli, 1960.

Monzali, L. *La politica estera di Sidney Sonnino e i fini di guerra dell'Italia (1915-1917). Alcune riflessioni*, dans P. Neglie, A. Ungari (eds.), *La guerra di Cadorna 1915-1917*, USSME, Roma, 2018, pp. 315–325.

Lauren, P. G. *Power And Prejudice: The Politics And Diplomacy Of Racial Discrimination*, Routledge, New York, 2018.

Leoncini, F. *Alternativa mazziniana*, Castelvechi, Roma, 2018.

Salandra, A. *L'intervento: 1915, ricordi e pensieri*, Milano, Mondadori, 1930.

Salvemini, G. *Dal patto di Londra alla pace di Roma: documenti della politica che non fu fatta*, Torino, Gobetti, 1925,

Sonnino, S. *Carteggio, 1916-1922*, Laterza, Bari, 1975. Ojetti, U. *I tacuini: 1914-1943*, Sansoni, Firenze, 1954.

M. Pacetti (ed.), *L'imperialismo italiano e la Jugoslavia: atti del Convegno italo-jugoslavo*, Argalia, Urbino, 1981.

Paulova, M. *Jugoslavenski odbor: Povijest jugoslavenske emigracije za svjetskog rata od 1914-1918*, Prosvjetna nakladna zadruga, Zagreb, 1925.

Pavlowitch, S. *Serbia: la storia al di là del nome*, Beit, Trieste, 2010.

Shimazu, N. *Japan, Race and Equality: The Racial Equality Proposal of 1919*, Routledge, London, 1998.

Sforza, C. *Pachitch et l'union des Yougoslaves*, Gallimard, Paris, 1938.

Sforza, C. *L'Italia dal 1914 al 1944 quale io la vidi*, Mondadori, Roma, 1945 .

Merlicco, Giordano, *Luglio 1914 : L'Italia e la crisi austro-serba*, Roma : Nuova Cultura, 2018.

Stojić, Biljana, Merlicco, Giordano, "Italy and France in the Austro-Serbian Crisis of July 1914", In: *The First World War: Analysis and Interpretation*, Volume 2, (Eds.) Antonello Biagini, Giovanna Motta, Cambridge Scholars Publishing, 2015, pp. 285-299.

Merlicco, Giordano, "Between old Austria and new foes: Italy and the Yugoslav project (1917-18)", *ISTORIJSKI ZAPISI*, 1-2/2021, pp. 115-138.

Valiani, L. *La dissoluzione dell'Austria-Ungheria*, Il Saggiatore, Milano, 1985.

Živojinović, Dragoljub *Italija i Crna Gora 1914-1925: studijao izneverenom saveznstvu*, Službeni List SRJ, Beograd, 1998.

Živojinović Dragoljub (ed.), *The Serbs and the First World War: 1914-1918*, Serbian Academy of Sciences and Arts, Belgrade, 2015.

Summary

A COMMON ENNEMY DOESN'T MAKE ALLIES: ITALY, THE ENTENTE AND THE YUGOSLAVE PROJECT DURING THE FIRST WORLD WAR

The Corfu Declaration is the result of a long and difficult negotiation between two politicians who expressed considerably different interests. The international context has helped them to put aside their differences. If Austria was Italy's direct enemy, to some extent the real enemy was Serbia and the future Yugoslavia. Italy had not participated in the war from the start, so Italian observers had no problem with fact that more importance was attached to Russia, France, and Britain. The article studies the role of France and the other Entente countries in the construction of the Yugoslav project. The harsh consequence of Sonnino's policy was manifested in the peace negotiations. France and Britain, the same countries from which Sonnino expected the 1915 treaty to come into force, found it more practical to backtrack on their promises, leaving Italy fatally isolated. The absence of a preventive agreement with the Serbs / Yugoslavs then proved to be a weapon in the hands of the adversaries of Italy. The ambitions of London and Paris were much more imperialist than those of Italy. Minister Bissolati never hid his criticisms of Sonnino and ultimately resigned from the government. However, it was ultimately Italy and its "small" imperialist policies that were challenged by the Entente press and diplomacy and it was the absence of a bilateral agreement with Serbia / Yugoslavia that made this possible. Focusing their suspicions and fears on the Yugoslav movement, refraining from appeasing Serbia, the Italian government seemed to place in the signatories of the 1915 treaty a trust they did not deserve. While in 1915 London and Paris were available to make concessions in order to push Italy against Austria, when the war was over, their interests changed.

Key words: The Entente, France, Italy, Serbia, The Corfu Declaration, The First World War.

САЖЕТАК

ЗАЈЕДНИЧКИ НЕПРИЈАТЕЉ НЕ ЧИНИ САВЕЗНИКЕ: ИТАЛИЈА, АНТАНТА И ПРОЈЕКАТ ЈУГОСЛОВЕНСТВА ТОКОМ ПРВОГ СВЕТСКОГ РАТА

Крфска декларација је резултат дугих и тешких преговора између два политичара који су изразили знатно различите интересе. Међународни контекст им је помогао да оставе по страни своје разлике. Ако је Аустрија била директни непријатељ Италије, у извесној мери је прави непријатељ била Србија и будућа Југославија. Италија није учествовала у рату од почетка, тако да италијански посматрачи нису имали проблема са чињеницом да је већи значај придаван Русији, Француској и Британији. У чланку се проучава улога Француске и других земаља Антанте у изградњи југословенског пројекта. Тешка последица Сонинове политике манифестовала се у мировним преговорима. Француска и Британија – земље од којих је Сонино очекивао подршку да споразум из 1915. године ступи на снагу, сматрале су да је практичније да одустану од својих обећања, остављајући Италију фатално изолованом. Одсуство превентивног споразума са Србима/Југословенима тада се показало као оружје у рукама противника Италије. Амбиције Лондона и Париза биле су много више империјалистичке од италијанских. Министар Бисолати никада није крио своје критике на рачун Сонина и на крају је одступио из владе. Међутим, штампа и дипломатија Антанте су на крају довеле у питање Италију и њене „мале“ империјалистичке политике, што је омогућило и одсуство билатералног споразума са Србијом/Југославијом. Усредсређујући своје сумње и страхове на југословенски покрет, уздржавајући се од смиривања Србије, италијанска влада као да је указала потписницима Уговора из 1915. године поверење које они не заслужују. Док су

1915. године Лондон и Париз били на расположењу да направе уступке како би покренули Италију против Аустрије, када је рат завршен, њихови интереси су се променили.

Кључне речи: Антанта, Француска, Италија, Србија, Крфска декларација, Први светски рат.
